

# ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009  
CCPAP 0926 S89086

## **Edito**

- Une bonne fois pour toute: la grève générale
- Solidarité avec la révolution en Iran

## **Société**

- Grève en Grande Bretagne
- Nouvelle réforme de l'assurance chômage

## **Monde du travail**

- Réponse à un camarade syndicaliste
- Pas de vacances pour lutte
- Pain et liberté! a propos d'une série de luttes
- Nous voulons le croissant, pas les miettes!
- Solidarité avec les grévistes de "la conquête du pain" de Montreuil
- Victoire des grévistes de "la conquête du pain"
- Solidarité avec les anciennes salariées de "Patalevain"
- "Patalevain": piquet de boycott
- Discrimination syndicale: CNT-AIT 2 - patron 0

## **Ecologie**

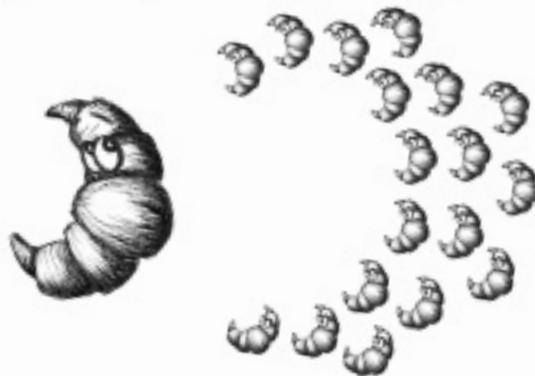
- Mythe des énergies renouvelables

## **International**

- Le nationalisme c'est la guerre
- A l'approche de l'hiver, aidez la résistance anarchiste Ukrainienne !
- Inondation Pakistan



**NOUS VOULONS  
LE CROISSANT  
PAS LES MIETTES !**



2 EUROS /// N°178  
SEP - OCT 2022

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

## Une bonne fois pour toute : la grève générale illimitée !

« Ce sont donc les peuples qui se laissent, ou plutôt se font garroter, puisqu'en refusant de servir, ils briseraient leurs liens. » La Boétie, Le Discours de la servitude volontaire

### Vers la survie généralisée.

Aujourd'hui, tout devient plus clair. Nous tous, qui avons déjà beaucoup perdu au cours des dernières décennies, ne pouvons plus nous y tromper. Les temps qui s'ouvrent seront, chaque jour un peu plus, ceux où la vie quotidienne sera réduite à la lutte pour la survie. Nous ne parlons pas ici de la survie aménagée et climatisée qui fut celle des années soixante ; non, il s'agit de la survie la plus brute, lorsque se loger, se nourrir, se soigner ne vont plus de soi. Plus de société sous le talon de fer des néo-conservateurs, seuls des individus atomisés, soumis à la Loi d'airain de l'Economie et condamnés à n'être plus que des prédateurs ou proies, esclaves dans tous les cas.

Il serait vain de faire la liste des multiples attaques que nous avons déjà dû essayer, elles sont bien présentes à nos esprits. Si nous persistons à nous battre contre chacune d'elles, les unes après les autres, comme un patient qui lutterait contre les symptômes de la maladie sans prendre le mal à la racine, nous serons vaincus. C'est dans ces combats, certes justifiés, mais trop parcellaires et souvent ingrats que nous avons laissés beaucoup de nos forces dans ces années passées. Le poids de cette espèce de « routine de la lutte », avec au bout, dans le meilleur des cas, la seule perspective de ne pas trop reculer, en a découragé plus d'un.

Ne pas trop reculer ! Alors qu'autour de nous une catastrophe sociale mais aussi écologique sans précédent produisent leurs premiers effets ! Alors que ceux qui écrivent aujourd'hui l'histoire tout en s'acharnant à la clore pour nous, coincent nos existences dans un dispositif, proche ou international, toujours plus dangereux, toujours plus délirant !

### Faire l'histoire plutôt que la subir

La situation est aujourd'hui trop grave pour que nous laissions échapper l'occasion de nous unir non pour une alliance de circonstance, mais pour un combat qui promet d'être long et difficile.

Ce n'est pas la simple addition de revendications limitées qui permettra cette union, mais la conscience que nous sommes à un moment clé. Si les pouvoirs parviennent à imposer leur diktat, qui s'est déjà révélé si destructeur ces dernières années, c'est toute notre capacité à nous battre dans les années à venir qui s'amenuisera. Nous avons tous en tête ces journées d'action sans lendemain qui ont ponctué les dernières années et le rôle néfaste qu'elles ont joué dans le développement d'un mouvement de grève générale. Nous ne pouvons aujourd'hui nous permettre de nous voir imposer ce faux rythme. Notre participation à une grève d'une journée fixée bien à l'avance ne peut s'envisager que dans la mesure où, bien à l'avance également, nous aurons tous en tête qu'elle devra être le début d'un mouvement à la hauteur de l'enjeu.

VIVE LA GREVE GENERALE ILLIMITEE !

D'après un texte du Groupe révolutionnaire enseignant Vingtras, texte distribué par l'initiative anarchosyndicaliste CNT-AIT Allier à la manifestation du 29 septembre 2022.

#### ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse  
contact@cntaittoulouse.lautre.net

### ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

#### POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

#### REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme | 178 / SEP - OCT 2022 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT  
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 1er Octobre 2022 sur les presses d'Axion-  
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!  
 Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:  
 Anarchosyndicalisme!  
 7, rue St Remesy, 31000  
 Toulouse  
 tel: 05.61.52.86.48  
 permanence tout les samedi de 17 H à 19 H

facebook:  
 @cnt.ait.toulouse  
 @chats.noirs.turbulents (Paris)  
 @cntaitredon (Bretagne)  
 @initiativecntait03 (Allier)  
 perpignan@cnt-ait.info

twitter:  
 @cntaittoulouse  
 @CNTAIT (Paris)

adresse mail de S.I.A

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com  
 SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1  
 facebook.com/Solidarite-Internationale-Antifasciste Toulouse

## Solidarité avec la Révolution en Iran

**A**u moment où nous mettons sous presse, un mouvement révolutionnaire soulève l'Iran. L'assassinat de la jeune Mahsa Amini par la police des mœurs de la République islamique a déclenché une immense vague de révolte. Les femmes sont en première ligne de la contestation, retirant leur hijab et brûlant leur voile en signe de protestation. Mais c'est le système tyrannique même du régime des mollahs qui est visé par l'ensemble des insurgés, femmes et hommes mêlés dans les mêmes cris de révoltes : « nous ne voulons pas la république islamique » ou encore « Khamenei (le guide suprême) est un assassin, son règne est illégitime »... La répression policière est brutale, terrible, les manifestants pourchassés et même abattus dans la rue. La solidarité internationale est très importante. Nous associons notre voix à celle de nos compagnons anarchistes iraniens, irakiens, kurdes ou encore pakistanais qui ont organisé des actions de solidarité avec les femmes et les hommes en Iran en lutte contre la tyrannie religieuse d'un État totalitaire. Nous assurons les insurgés iraniens et du monde entier de notre entière solidarité pour que la révolte contre l'injustice se transforme en une révolution sociale, libertaire et égalitaire.

Pour en lire plus : Soutien aux protestations et soulèvements de masse en Iran (forum des anarchistes de langue kurde) <http://cnt-ait.info/2022/09/29/femmes-iran-kurde/>

## POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

## Grève en Grande-Bretagne

**T**raduction d'un texte de nos compagnons de la section de l'AIT en Grande Bretagne, sur la vague actuelle de grèves sauvages qui enflamme le royaume uni, qui est tout à fait transposable à la situation en France.

Partout au Royaume-Uni, il y a maintenant un regain d'optimisme et un alignement public avec le mouvement pour l'augmentation des droits des travailleurs, des droits syndicaux, des augmentations de salaire et des améliorations générales des conditions de travail. Alors que pour la grande majorité des gens dans le pays, les salaires et rémunérations non seulement stagnent mais même font face à une véritable réduction de salaire, les 1% les plus riches sont le seul groupe dont la position économique augmente. Mais c'est toujours ainsi – c'est ainsi que fonctionne le Capitalisme – en particulier le modèle de Capitalisme financiarisé et néolibéral dans lequel nous vivons aujourd'hui, qui restreint les droits de négociation des travailleurs, détruit le secteur public et tend vers une société dystopique où tous les services, toutes les relations sociales et toutes les idées sont marchandisées – ce que les politiciens de toute tendance, qu'ils soient conservateurs, libéraux démocrates ou «travailleurs» (de gauche) appellent la «modernisation».

Des mesures sont prises ou sont proposées par les travailleurs et leurs syndicats dans les secteurs des transports (RMT, ASLEF), de la santé (BMA, Unison), de l'éducation (NEU, NASUWT), des travailleurs du Conseil, de la Poste (Royal Mail), des travailleurs d'Open Reach/Broadband, liste qui s'agrandit au fil du temps car les conditions s'aggravent sans aucune négociation offerte. Certaines des pires réductions de salaire en termes réels montrent que les médecins juniors subissent une réduction de salaire de 22% depuis 2008-2009, ainsi que les infirmières encore moins bien payées. Ces dernières ont annoncé qu'elles partiront si leur demande d'augmentation de salaire de 5% en plus de l'inflation n'est pas accordée. « Mais – selon le journal The Independent – le gouvernement a jusqu'à présent demandé de plafonner toute augmentation de salaire pour 2022-2023 à 3% ».

Cela illustre la collaboration essentielle entre l'État et ses alliés Capitalistes, tous deux dépendants l'un de l'autre pour le maintien et la poursuite de la néolibéralisation de la société.

Cette «crise du coût de la vie» n'est pas nouvelle – pour la grande majorité des gens il y a toujours eu une crise du coût de la vie sous le Capitalisme. Les membres des classes moyennes et supérieures n'ont pas vécu le fait de devoir choisir entre «se chauffer ou manger» comme un choix existentiel terrifiant auquel vous êtes confrontés au quotidien. Cependant, il est vrai que les choses empirent de façon exponentielle pour les travailleurs – à la fois en raison de facteurs imprévus tels que la pandémie et la perturbation des chaînes

d'approvisionnement pour les produits essentiels que la guerre en Ukraine entraîne, mais aussi, plus important encore, d'efforts concertés et ciblés par la classe dirigeante et le système politique dont ils tirent profit et qu'ils exploitent, pour aggraver encore la situation des travailleurs. En refusant les droits à l'action collective contre les employeurs, en dé-finançant les services sociaux, ils appliquent les «classiques» du livre des commandements thatchériens.

C'est la compréhension fondamentale de tout travailleur anticapitaliste ou ayant une conscience de classe que « Partout vous trouverez que la richesse des riches jaillit de la pauvreté des pauvres » (Pierre Kropotkine)

L'anarcho-communiste russe Kropotkine a écrit ces mots en 1892, et tandis que de nombreux aspects du Capitalisme ont changé depuis lors, les fondamentaux restent les mêmes : l'existence de la pauvreté et la position subsidiaire de la classe ouvrière par rapport à la classe dirigeante est entretenus par leur exploitation.

**C'est la  
compréhension  
fondamentale de tout  
travailleur  
anticapitaliste ou ayant  
une conscience de  
classe que « Partout  
vous trouverez que la  
richesse des riches  
jaillit de la pauvreté des  
pauvres » (Pierre  
Kropotkine)**

Et donc aujourd'hui, nous voyons que la classe dirigeante chauffe ses piques de fer afin de percer la classe ouvrière et son mouvement pour des salaires décents, des conditions et des droits démocratiques fondamentaux. Il n'est pas surprenant que les nouveaux premiers ministres non élus qui seront choisis par les membres du Parti Conservateur [pour remplacer Boris Johnson] soutiennent tous deux l'interdiction des grèves dans les services essentiels tels que les transports et la santé, juste au moment où la plus

grande vague de grèves depuis des décennies se propage rapidement parmi les travailleurs du pays. Si une telle législation réussit, cela signifie que l'ensemble du mouvement pour les droits des travailleurs et les syndicats seront poussés à des actions de grève non officielles, à opérer en dehors des limites déjà draconiennes, restreintes et antidémocratiques de ce que l'État britannique juge acceptable. La législation sur les droits des travailleurs est conçue pour annuler la solidarité des travailleurs et de la société avec les conflits. Par exemple, la grève en solidarité avec un autre lieu de travail exploité est illégale, alors qu'augmente la légalisation et l'utilisation accrue des briseurs de grève, tout cela pour diviser et régner sur le mouvement ouvrier, pour détruire les conflits dans leur déroulement. L'action non officielle, face à un système de plus en plus autoritaire et ouvertement pro-bourgeois, devient la seule mesure efficace contre le contrôle croissant de l'État capitaliste.

Pour de nombreux membres du mouvement ouvrier «mainstream» (officiel / institutionnel) ou réformiste, agir en dehors de la légalité cela est impensable. Pour eux, en particulier les bureaucrates et les aspirants militants, tout doit être fait par les voies officielles, en demandant à leurs oppresseurs la permission de manifester ou en montrant du respect à des institutions et des personnes archaïques, à des institutions et des processus que ce système semi-féodal, de classe, élitiste et fondamentalement raciste reproduit et protège.

Les travailleurs n'obtiennent pas d'augmentation de salaire, tandis que la classe dirigeante obtient une augmentation de ses revenus, alors les travailleurs réagissent en se mobilisant et en s'unissant. La classe dirigeante réagit en limitant leurs droits à un niveau si extrême que même les dirigeants de républiques bananières de droite en rougiraient. Ceci, c'est la guerre des classes, pure et simple. C'est la guerre de classes maintenant, c'était déjà la guerre des classes depuis les années d'après-guerre, et ça a toujours été la guerre des classes dès les premiers jours du Capitalisme proprement dit.

A la SolFed-AIT (Solidarity Federation, Fédération Solidarité, section de l'AIT en Grande Bretagne), en tant qu'anarchosyndicalistes, ce que nous ferons comme nous l'avons toujours fait, c'est de soutenir les contestations que les syndicats et leurs travailleurs opposent à leurs employeurs. Nous ne pensons pas que le modèle actuel des syndicats, organisé de façon hiérarchique et basé sur le leadership de quelques militants, est le plus efficace – car tout mouvement ou organisation qui reproduit les mêmes divisions de pouvoir inégalitaires que la société Capitaliste est condamné à reproduire ses conditions sociales inégalitaires. Comme l'a dit un compagnon au sein de SolFed: « Les dirigeants syndicaux sont impuissants à moins que les membres n'organisent une action non officielle de la base »

La gauche doit prendre conscience de cela. Nous n'avons pas obtenu les droits que nous avons maintenant à cause d'actions revendicatives légales ou pacifiques. Les lois ont été mises en place pour ARRÊTER l'action non officielle, c'est la seule raison pour laquelle les dirigeants syndicaux ont le pouvoir de médiateurs ; le Pouvoir attend d'eux qu'ils agissent comme des ralentisseurs de l'action directe des travailleurs.

Tant que nous dépendrons d'une action légalisée pour gagner, le gouvernement supprimera ces droits à la seconde où nous commencerons à les utiliser efficacement.

En Grande-Bretagne, l'obligation faite aux syndicats d'organiser un vote préalablement au déclenchement d'une grève, et les restrictions légales à cette organisation, (nombre de participants, majorité, ...) tout cela n'était que le début [pour entraver la résistance des travailleurs.] Au minimum, même les actions officielles doivent être coordonnées par la base. Le gouvernement nous oblige à voter avant de faire la grève ? Alors en réponse, nous devrions exiger d'avoir les

mêmes seuils de participation lorsqu'il s'agit de retourner au travail ! Si la décision de mettre fin à une grève et de retourner au travail devait être votée lors de réunions de masse, cela nous donnerait l'expérience nécessaire pour pouvoir retirer ces choses lorsque nos syndicats seront rendus illégaux. Les dirigeants syndicaux ne vont pas simplement nous céder leur pouvoir, mais même eux doivent voir que sans ce genre de mesure, leurs jours de permanents syndicaux rémunérés sont comptés

Comme point de départ, apprenez à organiser des actions non officielles. Découvrez le type de méthodes que nous utilisons – la grève éclair, le ralentissement du travail, la marche sur le patron ..... un bon moyen d'y parvenir est de participer aux formations organisées par SolFed pour les organisateurs d'action sur le lieu de travail.

**Tant que nous dépendrons d'une action légalisée pour gagner, le gouvernement supprimera ces droits à la seconde où nous commencerons à les utiliser efficacement**

Par conséquent, nous soutenons tous les travailleurs dans leur lutte pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions et, à long terme, la libération de l'exploitation.

Nous pouvons voir qu'il est vital de mener un effort concerté du mouvement ouvrier pour unir tous les secteurs, en particulier contre le duo-pôle entreprise-gouvernement et contre l'appel quasi fasciste de notre prochain Premier ministre potentiel à interdire les grèves dans les services essentiels.

Le parti «travailleiste» (de gauche donc ) interdit à ses représentants de soutenir des lignes de piquets de grève ou même de chuchoter des mots comme «socialisme» ou «négociation collective». Nous savons que la politique des partis et toute l'idéologie consistant à compter sur les puissants et les fonctionnaires pour protéger nos droits et nos moyens de subsistance est une imposture.

Nous avons besoin d'une grève générale, une grève générale pour paralyser la dynamique du pouvoir du capitalisme néolibéral en phase terminale. Nous avons besoin d'une mobilisation massive des travailleurs dans des mouvements libres et non hiérarchiques de travailleurs, qui réussissent grâce à leur autonomie vis-à-vis des représentants syndicaux, des chefs de parti, etc. La SolFed-AIT offre son plein soutien et sa solidarité aux travailleurs de tout le pays qui luttent pour de meilleurs droits, un meilleur travail et un meilleur salaire.



## NOUVELLE RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE : LES CHÔMEURS/SES COUPABLES ?

**L**a précédente réforme de l'assurance chômage date d'un an à peine et avait donné lieu à une forte contestation sociale et judiciaire obligeant le gouvernement à la repousser dans le temps puis à passer en force. Ces mesures iniques vont entrer en force à compter de septembre.

### Le problème est-il les chômeuses et chômeurs ou ... le gouvernement ?

Avec encore et toujours la même obsession : rendre la vie impossible aux chômeuses et aux chômeurs pour les inciter soi-disant à retourner « travailler ». Pour la propagande officielle et patronale, les personnes au chômage se tourment les pouces, le problème n'étant pas le manque d'emploi et les licenciements mais les chômeuses et chômeurs qui ne veulent pas travailler. D'où la pénurie de main d'œuvre dans les secteurs « en tension », dans le bâtiment et la restauration par exemple. Évidemment personne au gouvernement, à commencer par le soi-disant ministre du « plein emploi » pour évoquer les trop bas salaires, les contrats précaires, les horaires atypiques et incomplets ou les conditions de travail pourries de ces secteurs. Aucun ministre pour relever non plus que meilleurs sont les salaires et les conditions de travail, meilleures sont les chances de trouver des volontaires ! Rappelons à ce sujet que le gouvernement refuse d'inciter le patronat à augmenter les salaires, sans parler des superprofits qu'il ne voit pas et/ou qu'il ne faudrait pas taxer...

### Fin de l'UNEDIC ?

Avec à la clé un nouveau passage en force : en 2019 le gouvernement avait fait mine de donner la main aux organisations syndicales et patronales siégeant à l'UNEDIC pour s'accorder sur les règles d'indemnisation de l'assurance chômage. Sauf qu'il avait fixé un cadre financier très restrictif rendant impossible tout accord sauf à accepter de réduire les allocations. Ce qui lui permettait ensuite sous prétexte de l'absence d'accord de tailler à sa guise dans les droits et allocations des chômeuses et chômeurs. Cette fois, il ne prend même pas la peine de passer par l'étape accord UNEDIC.

S'appuyant depuis 2018 sur l'étatisation des ressources de l'UNEDIC suite au remplacement des cotisations salariales par l'impôt, en l'occurrence la CSG, ce qui lui en donne le contrôle, il annonce qu'il va se contenter de « concerter les partenaires sociaux » (c'est à dire sans tenir compte des avis sauf de ceux qui l'arrangent) et décidera ensuite tout seul. C'est donc la fin du régime de l'UNEDIC tel qu'il a été mis en place en 1958, la gestion du chômage et de son indemnisation n'étant désormais plus du ressort des représentants du monde du travail et du patronat mais de l'État seul, au nom de la conduite des politiques de l'emploi, en fait pour appliquer la logique capitaliste.

A noter que sous prétexte d'aide aux entreprises les cotisations

sociales ont fortement diminuées Je précise que les cotisations sociales de l'employeur n'existent pas : le salaire brut appartient en intégralité au salarié ! les cotisations sociales sont un salaire différé, qui revient de droit au salarié qui a travaillé pour les payer.

### Le chômage punition sociale ?

Ce point de bascule ne peut donc que ravir le patronat qui n'a donc plus à se coltiner les conséquences de ses actes, la personne au chômage étant toujours plus renvoyée à sa responsabilité « individuelle » comme si elle ou il était responsable de sa situation. Du reste, les mesures annoncées par Dussopt (le ministre du travail) ne sont que la traduction de cette vision capitaliste : allongement pour toutes et tous de la durée de temps travaillé nécessaire pour ouvrir des droits à une allocation chômage, sur une période raccourcie. Modulation du montant des allocations selon la situation du marché de l'emploi (alors que le système canadien dont ces mesures s'inspirent a largement montré ses limites). Comme si les salariées avaient la maîtrise et la responsabilité de leur temps de travail ou de la durée de leurs contrats ! Le but est surtout de leur faire payer leur refus d'occuper les emplois précaires, sous-payés avec des conditions de travail pourries, donc en fait à la fois de réduire encore les droits des chômeuses et chômeurs et de précariser et casser toujours plus les droits des travailleuses et travailleurs en activité.

### RSA conditionné ou le retour de l'esclavage...

C'est la même chose s'agissant du projet test de conditionnement du versement du RSA dont le montant est pourtant déjà très insuffisant (598 € pour une personne seule) à l'obligation d'accomplir des heures de travail. Le patronat pourra donc disposer d'une réserve de travailleuses et travailleurs gratuits, financée par la collectivité, l'allocataire du RSA devant effectuer de stages, formations prouver sa recherche d'emploi de 15 à 20h par semaine pour prétendre à son allocation,!

Je rappelle que nous ne sommes pas « pour » le RSA qui reste une obole, une charité donnée par l'Etat et qui a engendré une nouvelle catégorisation des individus. Ainsi, pour les politiciens, les personnes au RSA seraient une nouvelle caste « d'assistés ». Non ! Les vrais assistés ce sont les rentiers héritiers et les rois de la finance qui - sans avoir jamais travaillé de leur vie - se gavent de milliards sur le dos des exploités et de la misère. C'est pourquoi nous voulons la destruction de ce système, la réappropriation par tous des entreprises, des richesses. En attendant l'aboutissement de cette lutte, nous revendiquons le partage de l'emploi non esclavagiste

### Réforme anti chômeuses et chômeurs...

Tout cela montre la réalité de la politique du « plein emploi » dans la vision politique de Macron et son gouvernement en lien avec le MEDEF. Une vision autoritaire, méprisante et totalement

déconnectée des réalités sociales pour faire baisser par n'importe quel moyen le nombre officiel de chômeuses et de chômeurs, diminuer le montant total des allocations versées et augmenter le nombre de radiations par Pôle Emploi grâce à une politique agressive de contrôles. En clair rendre invisible la réalité du chômage, ses conséquences et s'exonérer de toute responsabilité... Cette réforme est donc une véritable leçon de choses démontrant toute la nocivité d'une gestion de l'assurance chômage par l'État, dont les représentants ne sont qu'une chambre d'écho du Patronat et de la Finance. Comme tout système de protection sociale, l'assurance chômage devrait être gérée par les seules travailleuses et travailleurs sur la base de la cotisation sociale !

Le chômage ne se combat pas par la radiation des chômeuses et des chômeurs mais par l'augmentation des salaires, par le partage du temps de travail avec embauches compensatoires, par le renforcement des services publics indispensables à la population avec des créations massives de postes, par l'arrêt de la précarité sous toutes ses formes et par une vraie bifurcation écologique socialement juste et créatrice d'emplois ! Il est enfin indispensable de mettre en place une véritable continuité du salaire entre deux emplois, financée par le patronat qui est le vrai responsable du chômage !

Une travailleuse de pôle-emploi

---

## Réponse à un camarade syndicaliste

**L**a publication dans Anarchosyndicalisme 178 de l'article « Charte d'Amiens » a suscité chez quelques lecteurs des réactions d'étonnement. Contestant notre affirmation que les centrales syndicales représentatives ont abandonné la lutte pour abolir le capitalisme, un militant CGT nous a fait remarquer que dans les statuts de sa confédération il est clairement indiqué qu'« elle agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions » (statuts révisés en 2016).

Certes la CGT affirme agir pour une société démocratique libérée de l'exploitation capitaliste mais elle se garde bien de se fixer cette abolition comme objectif réel. De la même manière la république française affiche fièrement depuis plus d'un siècle sur la façade de toutes ses mairies la devise « Liberté, égalité, fraternité » mais qui oserait prétendre qu'un gouvernement républicain a jamais fait quoi que ce soit pour abolir dans la vie réelle les inégalités économiques, vise une liberté authentique des citoyens en abolissant le carcan des obligations légales qui les contraignent ou ait cherché à développer un sentiment de fraternité entre tous les citoyens ? La devise est belle mais personne n'est dupe, ce sont des paroles en l'air dites pour tromper les naïfs.

En réalité, il ne peut pas en être autrement, la CGT comme n'importe quel autre syndicat « représentatif » doit absolument en passer par là : pour être admis à la table de négociation, pour pouvoir être considéré comme un partenaire par l'État, il lui faut nécessairement accepter les règles du jeu (règles fixées préalablement par l'État) et ça passe nécessairement par l'abandon en pratique de toute radicalité. De même qu'un compétiteur avant d'entrer sur le

terrain doit accepter les règles du jeu et devra quoi qu'il lui en coûte se plier aux décisions de l'arbitre, de même le syndicat représentatif doit enterrer ses désirs de transformer radicalement la société. Impossible de revendiquer à la fois l'abolition du capitalisme, de la propriété privée, la destruction de l'État et en même temps négocier des réformes avec les représentants des patrons et de l'État pour adoucir la condition des salariés. Bien sûr pour obtenir cette conversion l'État et les patrons ont payé un certain prix : les syndicats dits représentatifs sont considérés comme des interlocuteurs, des partenaires et sont à ce titre largement subventionnés, ont des places dans tous les organes de direction des organismes sociaux, gèrent des organismes de formation etc.

**la CGT comme  
n'importe quel autre  
syndicat « représentatif  
» doit  
absolument en passer  
par là : pour être admis  
à la table de  
négociation, pour  
pouvoir être considéré  
comme un  
partenaire par l'état, il  
lui faut nécessairement  
accepter les règles du  
jeu**

Le syndicalisme est devenu un formidable moyen d'ascension sociale pour ses dirigeants (certains sont devenus ministres ou cadres dirigeants d'administration ou de grandes entreprises). Le Capital sait à la fois acheter et récompenser ceux qui le servent ! Et qu'on le veuille ou non, l'année 1906, l'année où a été signée la fameuse charte d'Amiens est un moment clef dans cette histoire qui a vu les syndicats progressivement s'intégrer dans le système, devenir un rouage indispensable dans la grande machine sociale. À l'État les fonctions régaliennes, armée, police, etc ; aux entreprises et aux patrons la gestion de l'économie et enfin aux syndicats la gestion du social : gérer les crises sociales, faire en sorte que les grandes colères populaires restent dans des limites acceptables par le système et entretenir dans la population l'espoir qu'une amélioration des conditions de travail et de vie peut être obtenue par de simples négociations.

En fait, dès 1876 et la fin voulue par Marx de la première internationale, la cause était entendue. La volonté de Marx d'accorder la primauté absolue à la lutte politique, de faire de la lutte pour l'amélioration des conditions de travail et de vie un objectif

## 8●●●●●Monde du travail●

purement réformiste, complètement détaché de la lutte pour la transformation radicale de la société a abouti à faire des syndicats ouvriers de simples engrenages dans la machine capitaliste. Pire encore, devenu un but en soi, la lutte pour les améliorations sociales immédiates, a été récupérée par le Capital qui en a fait, en l'associant à d'autres éléments, l'innovation technique pour augmenter la, productivité, un formidable outil au service de la régénération du système, lui permettant en particulier de briser la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. En récupérant les luttes ouvrières pour assurer sa pérennité jusqu'à aujourd'hui, le système capitaliste a démontré sa fantastique capacité d'adaptation mais cela n'a été possible qu'à la suite de cette énorme erreur stratégique. Le penseur Karl Marx n'avait pas imaginé que le système était en même temps capable de récupérer les luttes ouvrières et de transformer des organisations ouvrières en chien de garde de l'Ordre établi. Pourtant, c'est cette faille, cette contradiction entre sa stratégie politique et son analyse économique que compte tenu de la l'hégémonie des théories marxistes dans la classe ouvrière mondiale pendant tout le vingtième siècle, que les capitalistes ont mis à profit pour faire perdurer le capitalisme jusqu'à aujourd'hui.

Michel Bakounine, théoricien anarchiste contemporain de Marx, a

été beaucoup plus lucide puisque lui a toujours refusé de fixer d'autres buts aux classes exploitées que l'abolition du capitalisme par la révolution sociale puis la construction d'une société communiste libertaire. Ce simple fait rend impossible toute récupération des efforts ouvriers par le système. La CNT AIT défend toujours aujourd'hui les conceptions de Bakounine. Elle se définit comme anarchosyndicaliste et se fixe comme unique objectif la destruction du système économique, social et politique actuel ; ses militants luttent pour favoriser l'avènement d'une société anarchiste, libérée de l'exploitation capitaliste et du culte de la marchandise et c'est pour rendre cet objectif compréhensible par la grande masse des exploités que nous nous associons, sans réserve aux luttes de tous les opprimés qui dans le monde se battent pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Par l'action directe, en refusant toute compromission avec l'Etat ou les forces du Capital, en développant la solidarité et l'entraide entre les exploités, nous montrons qu'il est possible de vaincre le Capital et qu'un monde débarrassé de l'exploitation capitaliste est possible. L'anarchie est notre but, le syndicalisme notre moyen.

---

## Pas de vacances pour la lutte ! Camping CNT-AIT: Atelier banderole et visite au Camping Yelloh village du coin

**D**epuis dimanche (NDR: ce texte a été écrit cet été) se tient le camping de la CNT-AIT qui a lieu chaque année la première semaine d'août. C'est l'occasion de se retrouver dans une ambiance sympathique pour rencontrer les compagnons de différentes régions ou pays et pour vivre ensemble un peu de notre utopie créatrice : réflexions, loisirs, sorties culturelles, activités sportives... comme bon nous semble, en autogestion.

Des compagnons de la CNT-AIT de Figueres en Espagne nous avaient informés du conflit qui les oppose au patron despotique du camping Yelloh village de Colera (en Espagne, près de Figueres). Lors d'une des AG des campeurs, des compagnons ont proposé de faire une action symbolique de solidarité, vu qu'il y a un camping de la même chaîne pas loin de l'endroit où nous nous trouvons.

Rendez-vous était donné ce matin aux personnes intéressées pour réaliser une banderole et une action. Un atelier « banderole renforcée et peinture à la bombe » permit de réaliser une magnifique banderole sur laquelle on lisait « Yelloh village Coléra = exploités ». Nous avons été photocopier quelques tracts en français et aussi en néerlandais (car en se renseignant sur internet nous avons appris que beaucoup des campeurs venaient des « plats pays »). Au passage un grand merci aux amis de la CNT-AIT outre-quiévrain qui nous avaient traduit le tract ! C'est de l'internationalisme en action !

Puis le petit groupe s'est rendu à l'entrée du camping, se scindant en

deux pour couvrir chacune des deux entrées : pendant que le premier groupe déployait la banderole, le second remontait le sentier



longeant le camping distribuant des tracts. Les campeurs n'étaient pas hostile à notre démarche, certains demandant spontanément de l'information et un autre nous félicitant même disant que c'était bien de voir que les syndicats se préoccupaient des conditions de travail des salariés.

Nous avons à peine eu le temps de distribuer quelques tracts aux campeurs qui entraînent et de déployer la banderole à l'entrée principale, que nous avons vu arriver le gérant du camping, affolé. Des clients l'avaient informé qu'il y avait des problèmes au camping et qu'une manifestation était organisée. Nous l'avons informé que notre action d'aujourd'hui visait en fait le camping de Colera, qui faisait partie de la même chaîne que son camping. Il nous a répondu que son camping n'était pas en cause dans le cas de figure, ce qui est

vrai mais nous lui avons fait remarquer que le comportement du patron du camping de Colera – outre le fait qu'il exploitait et maltraitait ses salariés – nuisait à l'image de marque de tous les Yellow villages par son comportement autoritaire. Nous l'avons invité à faire remonter l'information au siège de la franchise.

Ce genre de petite action ne nécessite pas de grands moyens et est à la portée de tout le monde. Si vous aussi vous voulez rendre-visite au Yellow village de votre coin, la carte est disponible sur la page suivante :

<http://cnt-ait.info/2022/07/29/camping-colera/>

---

## Pain et liberté ! A propos d'une série de luttes dans les boulangeries et de la solidarité anarchosyndicaliste

**I**l nous a semblé intéressant de consacrer un dossier de ce numéro d'Anarchosyndicalisme à une série de luttes dans le secteur de la boulangerie qui se sont déroulées ou se déroulent encore actuellement. Ces luttes nous paraissent intéressantes parce que, au-delà de la distance qui les séparent, parfois plusieurs milliers de kilomètres et des contextes différents, elles sont les produits des mêmes causes : d'une part l'exploitation capitaliste dans son expression la plus basique, et d'autre part plus subtilement le fonctionnement hiérarchique où chacun doit rester sagement à sa place et où la parole de la direction ne saurait être contestée.

Ces 3 luttes -auxquelles nous pourrions ajouter une 4ème suite à l'assistance juridique que nous avons apportée à des travailleuses de ce même secteur mais qui s'est résolue sans conflit ouvert - obéissent toutes au même schéma : un patron, ou une gérante, qui abuse de ses salariés sans considération du respect des règles de travail élémentaires (horaires à rallonges, plannings épuisants, ...) et sans leur payer ce qui leur est dû. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, cela démontre bien qu'il ne s'agit pas de cas isolés ou fortuits de quelques patrons abusifs, mais bien d'un système généralisé et systématique qui s'appelle l'exploitation capitaliste. Le fait que les mêmes faits se déroulent à Toulouse, Montreuil ou à Vienne en Autriche montre aussi que l'exploitation capitaliste ne connaît pas de frontière et que, face à elle, il est important que ceux qui entendent lui résister et la combattre sachent tisser un réseau de solidarité.

Un autre fait intéressant est que 2 de ces luttes se déroulent au sein d'une association qui se revendique solidaire (« Patalevain » à Toulouse) et au sein d'une coopérative qui, elle, se déclare carrément anarchiste (« La conquête du pain » à Montreuil). Les associations sont censées être des structures non lucratives, mais dans la réalité elles sont des entreprises comme les autres (ce que d'ailleurs explique bien Simon, le patron de « Patalevain » dans un billet sur le blog de sa boulangerie, reconnaissant d'une certaine façon une forme de délit de bien social ...). Dès qu'une association devient de fait le gagne-pain

## Pain et liberté !

Contre l'exploitation,  
Seule la lutte paye !



Nous voulons le croissant,  
pas les miettes !  
Firin et CSC Trade & Gastro e.U,  
paye tes salariés !  
Wir wollen das Croissant,  
nicht die Krümel!  
Firin und CSC Trade & Gastro e.U.,  
Bezahlen Sie Ihre Mitarbeiter!

de ses membres ou dirigeants, les grandes déclarations de principe ne résistent en général pas longtemps. Et cela est encore plus vrai dans les coopératives quand elles se mettent à employer des salariés, créant ainsi une hiérarchie de fait entre les coopérateurs, détenteurs du capital social, et les salariés qui sont assujettis aux coopérateurs. Ces histoires sont aussi représentatives des luttes auxquelles nous avons été amenés à participer ces dernières années : des luttes d'ex-

## 10 ●●●●● Monde du travail: dossier "pain et liberté" ●

salariés, qui souhaitent récupérer leur droit après coup, en se basant sur le droit et un rapport de force extérieur qui parle de boycott, en espérant ainsi obtenir un règlement à l'amiable plutôt qu'une procédure juridique (le Conseil des Prud'hommes) à l'issue incertaine et toujours très longue. C'est alors la capacité des travailleurs en lutte et de ceux qui les soutiennent à établir et maintenir sur la durée un rapport de force, et donc à éventuellement établir des alliances pour élargir le cercle des soutiens qui est déterminante. Si la solidarité de la CNT-AIT avec d'autres anarchosyndicats ou sections de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs, dont la CNT-AIT est la section en France) est acquise par principe, et que celle avec des collectifs de travailleurs autonomes ne pose pas de question dès lors que les principes d'autonomie politique, d'égalité non hiérarchique et de fraternité solidaire sont mutuellement partagés, nous devons nous interroger sur notre participation en tant qu'organisation à des comités de soutien à des luttes dont nous ne sommes pas directement partie prenante et qui peuvent regrouper d'autres organisations, notamment politiques.

Même si les anarchosyndicalistes sont opposés par nature à toute collaboration avec des partis politiques ou leurs représentants, car comme le rappelle le texte fondateur de la CNT-AIT de 1946, l'anarchosyndicalisme « ne peut concourir à la poursuite des objectifs politiques affirmés par les partis et il ne peut lier son action à la leur.

L'affirmation sans cesse plus nette des buts poursuivis par les autres confédérations syndicales et leurs partis oblige la CNT à répudier toute alliance avec ces forces sur le terrain révolutionnaire. », il n'en demeure pas moins que l'anarchosyndicalisme n'est pas coupé de la réalité et qu'en conséquence « la CNT ne peut unir ses efforts à ceux des autres confédérations syndicales que sur le terrain de l'action quotidienne. ». Aussi il nous semble légitime d'appuyer les luttes des salariés contre leur patron, non seulement quand les revendications sont légitimes et en accord avec nos principes, mais encore plus quand ces luttes reposent sur l'action directe c'est à dire l'action directement par les salariés sans tierce-partie (Prud'homme ou autre instance d'arbitrage). S'il arrive à la CNT-AIT d'assister des salariés au Conseil des Prud'hommes, c'est toujours pour nous le signe d'un renoncement temporaire à nos principes du fait d'une incapacité d'avoir pu construire un rapport de force direct suffisant.

Si, dans le cas de « La conquête du pain », ce rapport de force a permis aux 3 grévistes d'obtenir la victoire qu'ils souhaitaient, les luttes sont toujours en cours au « Firin » à Vienne et à « Patalevain » à Toulouse au moment où nous imprimons ce journal. Nous appelons par conséquent à la plus large solidarité pour que ces luttes aboutissent victorieusement.

Des militants de la CNT-AIT solidaires

### Brochures CNT-AIT

La CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés, aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchosyndicalistes, que des analyses ou des textes théoriques. N'hésitez pas à nous écrire pour connaître notre catalogue de plus de 40 titres. Dernière sortie : à l'occasion de la venue en Europe de la "traversée pour la vie" des néo-zapatistes mexicains, nous venons d'éditer une compilation d'articles des anarchistes mexicains qui critiquent le spectacle de l'EZLN et sa tournée européenne de rock stars vieillissantes. Vous pouvez la commander au format papier en écrivant à l'adresse du journal ( le prix de revient de cette brochure imprimée et expédiée par la poste est, comme les autres, de l'ordre de 4 euros ) ou bien la télécharger gratuitement sur internet : <http://cnt-ait.info/category/bro/>

- "Détruisez le mouvement de Makhno", la guerre secrète des bolchéviques contre Nestor et ses insurgés, dans la révolution et l'exil

- L'irradiation pornographique du néo-zapatisme

- Gilet Jaunes : 1 an de mouvement

- Blasphème ! Ces Anarchistes ne respectent donc rien !

Tome 1 : de Ravachol à Mila

Tome 2 : En Asie non plus

- Technique de lutte

- Grève des loyers : action directe contre la vie chère

- Grève des loyers : Tome 2 action directe contre la vie chère, pour un logement digne

- Anarchistes pas républicains, les Anarchosyndicalistes et la résistance

Tome 1 : Des camps républicains du mépris aux maquis

Tome 2 : Quand les migrants et les parias tenaient les maquis du Cantal



## Nous voulons le croissant, pas les miettes ! Puissant rassemblement contre le patron de la boulangerie Le Firin

**T**raduction de l'article de nos compagnons du WAS-section de l'AIT en Autriche, à propos d'une lutte contre le patron de la boulangerie « à la française » Le Firin, qui refuse de payer ses ex-salariés. (pour le contexte voir l'article « Cafés viennois et piquets de grèves : le WAS dans l'action »).

Nos compagnons de la WAS (Wiener ArbeiterInnen-Syndikat, syndicat des travailleurs de Vienne), section de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) en Autriche, sont impliqués dans une série de conflits dans les cafés et boulangeries de la capitale autrichienne. Les problèmes que rencontrent les travailleurs là-bas sont les mêmes que ceux des mêmes secteurs rencontrent ici. Leur lutte est donc une inspiration pour nos luttes à venir.

En ce moment, nous avons six conflits du travail en cours au Syndicat des travailleurs de Vienne. L'un d'eux concerne deux anciennes salariées de la chaîne de boulangerie « Le Firin » à Vienne, qui appartient au groupe CSC. Deux travailleurs de cette

boulangerie, par ailleurs fort rentable, ont fini par démissionner suite au paiement inexistant ou insuffisant de leurs heures supplémentaires, congés payés, astreintes, primes COVID, salaires du mois de mars, etc ... Ils se sont adressés à la WAS-AIT pour qu'elle les aide dans leur lutte face à des patrons agressifs. Après des tentatives infructueuses de conciliation à l'amiable avec le patron pour qu'il paye à ses ex-salariés leur dû, les compagnons sont passés à la phase active et publique en organisant régulièrement des piquets devant les boulangeries du groupe et en appelant à leur boycott.

« Nous avons distribué nos tracts aux passants et clients ainsi qu'aux salariés des boulangeries. Si certains travailleurs semblaient très intimidés et n'osaient même pas prendre les informations que nous leur avions préparées en allemand et en turc (beaucoup des travailleurs sont d'origine turque), d'autres collègues étaient très motivés et ont cherché à entrer en contact avec le syndicat. Nous savons maintenant que les autres salariés ne reçoivent pas leur salaire non plus... Quinze jours après ces premiers rassemblements, la situation n'a pas évolué. La boulangerie n'a toujours pas payé les salaires et les indemnités restant dues. »

Les compagnons ont alors décidé d'organiser un rassemblement plus massif le 29 mai 2022.

« Le jour dit, plus de 100 compagnons et amis se sont réunis dimanche midi devant la boulangerie « Le Firin » pendant l'heure de pointe. Nos deux compagnons qui sont en lutte contre leur ex-patron ont vécu ce que signifie ne plus être seuls et lutter ensemble contre les structures d'exploitation. La prise de conscience que nous ne sommes pas confrontés isolément à un patron maléfique, mais bien à un système dont le nom est le capitalisme et qui conduit inévitablement à l'exploitation, mûrit chez de nombreuses personnes et vient de faire descendre dans la rue un nombre à trois chiffres dans la solidarité de classe avec nous. La lutte contre le patron du « Firin » n'est qu'une parmi de nombreuses autres, dans lesquelles de nombreux travailleurs concernés veulent désormais lutter contre le mépris structurel de nombreux droits du travail. Aussi l'importance de telles manifestations ne doit pas être sous-estimée, d'autant plus que les femmes et les migrants sont encore plus touchés par

les contraintes économiques ».

**Nous voulons le croissant,  
pas les miettes !  
Firin et CSC Trade & Gastro e.U,  
paye tes salariés !  
Wir wollen das Croissant,  
nicht die Krümel!  
Firin und CSC Trade & Gastro e.U.,  
Bezahlen Sie Ihre Mitarbeiter!**



le Conseil des Prud'hommes. La chose prend de l'ampleur et est devenue un succès sans faille - parce que nous ne nous attendions pas vraiment à vivre le plus grand rassemblement du WAS depuis notre création. Cela montre cependant que la question posée au « Firin » touche vraiment beaucoup de gens directement. C'était particulièrement agréable de voir que de nombreux travailleurs issus de l'immigration y ont participé. Les chants étaient en partie en allemand, en turc et en anglais. Et l'affiche de solidarité de notre anarcosyndicat frère en France, la CNT-AIT, qui avait spontanément envoyé un message de solidarité, était également là.

Incidemment, le directeur et le propriétaire étaient aussi présents et ont dû écouter nos slogans pendant deux heures et demie. Ils ont pu profiter de notre tract « Die Arbeiter von Wien » en turc et voir en direct combien de clients, après avoir reçu des informations de notre part, ont fait demi-tour et [ont déclaré qu'ils] ne feront plus leurs achats au « Firin » pour le moment. Nos 300 tracts destinés aux passants étaient même trop peu nombreux et ont disparu avant la fin du rassemblement. Pour les prochaines actions, nous en imprimons beaucoup plus !

Après le rassemblement, nous avons fait un débriefing impromptu et une réunion de « réseautage » à proximité. De nombreux nouveaux contacts ont été noués et nous avons pu montrer à plusieurs

## 12 ●●●●● Monde du travail: dossier "pain et liberté" ●

personnes comment fonctionnent les syndicats anachosyndicalistes et où réside le pouvoir de l'auto-organisation par rapport aux institutions représentatives. Nous avons également expliqué que nous, en tant que WAS, continuerons le conflit jusqu'à ce que nos compagnons reçoivent tout leur argent, et cela a évidemment impressionné certaines personnes, d'autant plus qu'il n'y a pas de fonctions rémunérées dans les syndicats anarcho-syndicalistes et que tout se fait sur la base du volontariat.

Les patrons du « Firin » auront certainement besoin de quelques jours avant de commencer à faire des calculs commerciaux et à se

demander si la nouvelle perte d'image est proportionnelle aux quelque 3000 euros d'écart que nous avons eus lors des négociations de jeudi. Tôt ou tard, tous les capitalistes se rendent compte qu'il vaut mieux donner les droits minimaux du travail bourgeois - certains au bout d'une semaine, d'autres avec qui nous avons eu affaire, ont mis 1 an et demi à s'en rendre compte, mais ensuite ils ont quand même payé, ...

Yaşasın sendikal mücadelemiz ! Vive notre lutte syndicale !

WSA-AIT, Vienne, le 29 mai 2022 »

---

### Solidarité avec les grévistes de la « Conquête du Pain » de Montreuil !

*Texte publié le 4 juillet 2022*

La « Conquête du Pain » est une boulangerie coopérative de Montreuil, en région parisienne. Créée en 2010 entre autre par des militants libertaires, son nom est une référence explicite au livre de Pierre Kropotkine, « La Conquête du Pain », selon la page Wikipedia, est une coopérative qui emploie neuf salariés et deux apprentis. Le salaire horaire est le même pour tous (hors les apprentis), de même que la répartition des bénéfices : « *On fonctionne à l'égalité forfaitaire, ce qui revient à une paye mensuelle de 1 500 € qu'on a dû baisser à 1 350 € par mois pour pouvoir embaucher une personne pour la livraison. Cela dit, on n'a pas les mêmes charges, ni forcément les mêmes horaires. Pour la production, certains viennent bosser à 3 h 30, d'autres à 8 h, d'autres viennent bosser le dimanche* ». Les boulangers se réclament du communisme libertaire : « *Communisme parce que nous voulons mettre en commun, partager. Libertaire parce que nous refusons l'idéologie autoritaire et pensons que l'égalité sans la liberté n'est rien* ».

« La Conquête du Pain » est une sorte de « vitrine médiatique » pour le milieu militant, qui lui a consacré moult articles, livres et qui est régulièrement cité en exemple dans la presse militante (Le Monde libertaire, CQFD, le Combat Syndicaliste, ...) comme dans les médias mainstream (BFMTV, Le Parisien, les Inrockuptibles, ...).

Mais au-delà des mots, cette expérience d'autogestion en milieu capitaliste a fini par dériver, comme hélas de nombreuses autres expériences du même type. Petit à petit, l'aspect autogestionnaire a fait place à l'autoritarisme. Une distinction apparaît entre les « coopérateurs » – propriétaires du capital social – et les salariés. Il leur est demandé de faire des heures sup non payées, au nom de la « cause ».

Ainsi au mois de juin 2022, certains salariés ont décidé de refuser de continuer et de se taire. Ils ont décidé de mettre les pieds dans le plat, de dire tout haut la réalité loin des contes de fées, et ils se sont déclarés en grève. Ils appellent à la solidarité, et notamment de la part des militants.

Quand nous avons reçu l'information à la CNT-AIT, cela nous a rappelé la lutte des ex-travailleurs du Cinéma Utopia à Toulouse: un cinéma « alternatif », « engagé », vitrine médiatique mise en avant par tout le mouvement « alternatif et citoyen » mais où les conditions de travail étaient celle de n'importe quelle entreprise classique : heures supplémentaires non payées, management par la pression, non-respect de la parole des salariés (souvent des salariées d'ailleurs ...) ... A l'époque, la plupart du milieu militant avait refusé de se solidariser avec les travailleurs d'Utopia en lutte au motif qu'on ne doit pas critiquer des « patrons militants » ni un lieu si utile médiatiquement pour la « cause ». Les travailleurs en lutte, et ceux qui avaient pris fait et cause pour eux (dont la CNT-AIT) avaient été l'objet de la part du milieu militant au mieux de silence sur la lutte pour l'invisibiliser, au pire d'une véritable campagne de dénigrement et même de haine anti-grévistes digne des pages saumons du Figaro1.

En ce qui nous concerne, militants anarcho-syndicalistes, dans un conflit salarial – hier comme aujourd'hui - nous sommes du côté des travailleurs. Point. Les grévistes de la « Conquête du Pain » ont donc notre solidarité de principe et en acte. C'est pourquoi nous relayons leur appel à solidarité financière et appelons à contribuer à leur cagnotte.

Par ailleurs, cette lutte pour des conditions de travail digne dans le secteur de la boulangerie rejoint celle de nos compagnons de la chaîne de boulangerie « Firin » en Autriche, montrant ainsi que l'exploitation salariale est un fléau à combattre internationalement.

Des militants de la CNT-AIT Paris Banlieue

*\*si vous voulez en savoir plus sur cette lutte, cf les articles en ligne : <http://cnt-ait.info/2020/09/18/la-lutte-cest-pas-du-cinema/> et la brochure « UTOPIA, La lutte c'est pas du cinéma »*

## Victoire des grévistes de la conquête du pain !

Cher.es camarades,

Suite à des gros problèmes interne à « La Conquête » - où il n'y avait plus aucune autogestion, la gérante exerçant un pouvoir écrasant sur le reste de l'équipe - plus aucune décision n'était prise en commun en Assemblée Générale mais prise à l'unilatéralité sans consulter personne, dans un climat de harcèlement moral et de violence qui voyait les employés partir les uns après les autres complètement dégoûtés de subir tout ça quand ils étaient venu trouver là une aventure humaine et politique enrichissante ;

Nous, les trois grévistes avons décidé de ne plus accepter tout ça, de résister et de nous opposer à ce pouvoir totalitaire totalement illégitime. Les guerres qui opposaient la gérante à d'autres salariés mis en cause dans des affaires de harcèlement et de violences également duraient depuis des années, il était temps que ça s'arrête, il était temps de mettre un terme à tout ça et de passer enfin à autre chose.

La grève a duré un mois, elle a été rude. On a eu droit à du chantage, des pressions de toute part, des menaces et des insultes. Un ancien boulanger (impliqué dans les affaires de violences et harcèlement moral qui avait été poussé à partir) est revenu travailler pour casser la grève, en bref, ça n'a pas été simple.

Finalement la liquidation de la boulangerie a été votée lors d'une première AG, ce qui fait que les salariés étaient les premiers désignés pour une éventuelle reprise. Il nous a donc été proposé de présenter un plan de relance si on le souhaitait. Nous de notre côté ça faisait déjà un moment qu'on travaillait dessus : un plan qui commençait par des mesures d'encadrement et de prévention pour que plus jamais on ne reparte dans ces dérives-là.

Et à la dernière AG, on s'est finalement retrouvé à être les seuls salariés à proposer un plan de relance. Notre proposition a été acceptée, la majorité des coopérateurs a décidé de nous faire confiance pour cette reprise. Les salariés mis en cause dans les affaires de harcèlement sont à présent tous partis.

Nous avons gagné la bataille !!

Nous sommes dans une profonde remise en question et nous allons étudier consciencieusement toutes les erreurs et dysfonctionnements qui ont pu mener à ces problématiques pour que jamais plus on ne reparte dans les mêmes dérives.

Le défi est ardu, la situation économique est inquiétante, (sans être catastrophique non plus), mais nous sommes plus que jamais motivés et plein d'enthousiasme pour relever ce défi, à l'idée de pouvoir recréer une vraie autogestion en adéquation avec les valeurs qui y sont défendues à la base, dans un cadre de travail enfin redevenu sain et joyeux, pour faire une boulangerie dont nous pourrions enfin être fiers.

Et tout ça n'aurait jamais pu se faire sans vous, sans cette vague de soutien, de témoignages de vos situations et de vos batailles similaires à la nôtre et autres encouragements sincères et chaleureux.

Ça a été une bataille des nerfs où garder espoir et un mental fort était décisif, et on n'y serait jamais arrivé sans vous.

Un grand merci à Sud Solidaires et à tous les collectifs et camarades qui nous ont soutenu avant et pendant la grève, on a expérimenté ce grand sentiment de solidarité, de camaraderie qui nous a fait tenir debout jusqu'à aujourd'hui.

Merci à tous.tes ceux.lles qui ont participé à notre cagnotte, à toutes les personnes qui nous ont encouragé avec différentes actions et nous ont envoyé des mots d'espoir quand nos forces devenaient faibles. Merci infiniment à tous.tes ceux.lles qui sont venu.e.s nous rencontrer et nous écouté directement pour connaître notre histoire de vive voix.

On vous remercie énormément pour tout votre soutien!

Vive la grève ! Vive la lutte de travailleurs.es de « La Conquête du pain » !

Vive l'autogestion !

Farineusement et depuis le fournil de la résistance,

Les Ex-grévistes de « La Conquête du pain »

---

## Solidarité avec les anciennes salariées du « Patalevain ».

Depuis mai 2022, trois salariées sont en conflit avec leur ancien employeur, l'association Patalevain, qui gère une boulangerie « Bio & solidaire » du même nom à Toulouse et la pâtisserie Patatisse. Rapidement, les travailleuses se sont rapprochées du syndicat CNT Industries & Services de la Haute-Garonne pour se défendre. Leur ancien employeur a enfreint de manière répétée le droit du travail et leur doit, selon les calculs de la CNT, plus de 5000 € de salaire.

Depuis le début du conflit, le syndicat cherche à négocier directement avec l'employeur le versement des rappels des salaires et des accords pour mettre fin au litige. Mais ce dernier s'entête à refuser toute négociation avec le syndicat en vue de régulariser la situation. Il s'est même vanté dans sa newsletter estivale de préférer « liquider sa boîte plutôt que de négocier le moindre centime, par principe ». Il multiplie les communications dénigrantes et intimidantes, privées ou publiques, à l'encontre des trois anciennes

salariées qui ont osé lui faire face pour défendre leurs droits et réclamer leur dû. La détermination de l'employeur à ne pas respecter le droit du travail a contraint le syndicat CNT Industries & Services de Haute-Garonne à lancer une campagne de boycott. Plusieurs piquets syndicaux ont déjà été organisés devant la boulangerie. Les travailleuses et leur syndicat se préparent désormais à l'éventualité d'un bras de fer de longue haleine.

Le fait d'être une très petite entreprise, une association, ou de porter un projet entrepreneurial « alternatif » et biologique ne peut en aucun cas rendre acceptable des entorses aux droits des salariées.

Ce conflit est par ailleurs révélateur d'une situation plus générale dans les petits commerces. Salaires et conditions de travail déplorables, heures supplémentaires non-payées, précarisation, non respect du droit du travail, travail dissimulé, plannings donnés à la dernière minute, harcèlement moral et sexuel y sont trop souvent

## 14 ●●●●● Monde du travail: dossier "pain et liberté"●

monnaie courante. Et malheureusement les luttes collectives dans ces entreprises sont encore aujourd'hui trop rares.

Pour toutes ces raisons, nos collectifs et organisations syndicales, associatives et politiques du bassin toulousain, tenons à affirmer aux trois salariées en lutte et à leur syndicat, notre entière solidarité. Faisant face à un employeur aux agissements inacceptables, nous appelons à les soutenir concrètement en participant aux actions syndicales en cours. Par cette tribune, nous souhaitons également porter un message à l'ensemble des travailleurs-euses des petits commerces toulousains : vous n'êtes pas seul-e-s et la violation des droits des salarié-e-s n'est pas une fatalité. Quand on touche à l'un-e, on touche à toutes et tous.

Premiers signataires :

Section CGT Chronodrive, CGT Mecachrome Toulouse, CNT-AIT Interpro Toulouse, CNT Industries & Services 31, Odile Maurin (Conseillère municipale de Toulouse, AMC) , Secours Rouge Toulouse, Révolution Permanente 31, Union Syndicale Solidaire 31,...



### **PATALEVAIN : piquet de boycott le 1er octobre à Toulouse**

Une vingtaine de personnes a participé au piquet de boycott du samedi 27 août. De nombreux-ses habitant-e-s sont venue-s discuter, s'informer et apporter leur soutien aux trois anciennes salariées. L'impact de la campagne de boycott lancée au milieu de l'été commence donc à se faire sentir dans le quartier.

Quelques éléments positifs sont ressortis des discussions informelles avec l'ancien employeur, même si cela n'a donné aucune avancée concrète sur le moment. De nouveau il a reconnu les irrégularités liées aux trois ruptures de contrat (2 licenciements économiques et 1 rupture conventionnelle). La nouveauté, c'est qu'il semble reconnaître désormais des impayés. Après s'être renseigné plus sérieusement, il nous a dit s'être en effet rendu compte qu'il était illégal d'abaisser unilatéralement le temps de travail et les rémunérations convenues avec ses salariées par contrat et que le silence de ces dernières au moment des faits ne valait pas pour accord tacite. L'employeur est néanmoins en désaccord avec notre calcul des sommes impayées.

Le syndicat lui a donc proposé d'ouvrir des négociations en vue de travailler à un possible projet d'accord et, notamment, de convenir d'un premier entretien pour comparer nos calculs respectifs des impayés. Il a malheureusement refusé, tout en nous informant qu'il n'était pas pressé de régulariser la situation.

Récemment, il a enfin repris formellement contact avec le syndicat par courriel en nous faisant parvenir ses propres calculs. Dans ce courriel, il semble aussi accepter un entretien pour discuter du calcul des impayés en continuant à refuser, pour l'instant, d'entamer une négociation d'accord, même s'il est désormais moins catégorique. De notre côté nous avons d'ores et déjà répondu à l'employeur en lui proposant des dates pour un entretien.

Faute d'avancée concrète et de clarification sur la volonté de l'employeur de régulariser la situation, le syndicat a décidé de maintenir son prochain piquet de boycott, qui aura lieu le samedi 1er octobre de 16 h 30 à 19 h devant le magasin « Patalevain » (88 rue Vestrepain à Toulouse). Les personnes solidaires des anciennes salariées sont de nouveau invitées à s'y joindre.

Néanmoins nous insistons sur le fait que, si une ouverture de négociation se concrétise prochainement, et selon la teneur et le sérieux de cette négociation, le Syndicat est susceptible de suspendre ses actions prévues pour le reste du mois d'octobre et les mois de novembre et de décembre 2022.

---

## **Discrimination syndicale : CNT-AIT 2 – Patron 0**

**V**ictoire ! Un vrai moment de bonheur à la lecture du délibéré du tribunal des prud'hommes. Enfin après presque 2 ans de combat, les juges ont rendu leur verdict. C'est écrit noir sur blanc : le licenciement de notre compagnon est nul, le tribunal ordonne sa réintégration, son employeur est débouté de toutes ses demandes et conclusions. Victoire par KO.

Rappelons les faits : notre compagnon travaille et milite dans une entreprise chimique, filiale d'un grand groupe. Déjà en 2019, pour avoir fait grève lors d'une mobilisation contre la réforme des retraites, l'entreprise le prive d'une prime d'assiduité pour « absence injustifiée » : il conteste, appuyé par la CNT-AIT, rappelant au patron les principes de base du droit de grève. Le patron est contraint de lui verser la prime, mais désormais le compagnon est dans le

**AGENDA**

Nos permanences hebdomadaires,  
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de  
l'Aéronautique et d'Ailleurs  
Organise régulièrement des réunions sur la  
situation économique du secteur de  
l'Aéronautique  
facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte  
Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT  
Toulouse  
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):  
Continue ses actions en  
faveur des réfugiés et notamment des mineurs  
isolés. Nous avons besoin  
de votre soutien ! Nous sommes aussi  
demandeur de soutien sous forme de temps à  
partager pour  
nos activités, de fournitures scolaires ou produits  
de première  
nécessités. n'hésitez pas à passer aux  
permanences le samedi après midi  
à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des  
personnes qui se retrouvent dans  
les principes, tactiques et finalités de  
l'Anarchosyndicalisme, et  
souhaitent commencer à oeuvrer localement  
pour diffuser nos idées et nos  
pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement  
une initiative CNT-AIT, ou  
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à  
prendre contact avec nous  
par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou  
par courrier (CNT-AIT, 7  
rue St Rémésy 31000 TOULOUSE )

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-  
AIT

[http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?  
rubrique141](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

L'Anarchosyndicalisme en question et  
Fédéreseau : [http://blog.cnt-  
ait.info/post/Anarchosyndicalisme](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

colimateur. Plus tard, le patron lui reproche par courrier une faute qu'il conteste absolument. Les rapports se tendent. Il faut dire que le compagnon est remuant. Il discute avec ses collègues. Une section syndicale se constitue discrètement. Pour l'officialiser, les compagnons distribuent un tract sur la voie publique à l'entrée de l'usine pour dénoncer le mépris affiché par les représentants d'un gros client de l'usine contre les salariés à l'occasion d'un audit. C'est la goutte d'eau. Pas questions pour le patron de laisser passer une autre vision du syndicalisme, plus porté sur l'action directe (c'est-à-dire directement par les concernés) que sur la conciliation. Le ronron des syndicats officiels déjà présents (CGT, FO) suffit amplement au patron.

Aussitôt, le compagnon le plus visible reçoit une lettre recommandée : il est convoqué pour un licenciement immédiat ... Sauf qu'entre temps les compagnons avaient déclaré une section syndicale dans l'entreprise. Immédiatement, le patron assigne le syndicat CNT-AIT de l'Allier devant le tribunal judiciaire pour contester son existence même. La réponse ne s'est pas fait attendre. Piquet à l'entrée de l'usine, contre-attaque de la CNT-AIT au tribunal judiciaire sur la partie syndicale du conflit et plainte aux prud'hommes de la part du compagnon pour la partie personnelle.

Le premier procès avait été rapidement gagné : avec nos petits moyens et alors que nous ne sommes pas des professionnels du droit, manifestement nous connaissons mieux le Droit que les armées d'avocats professionnels payés grassement par le Patron ... Le tribunal a donc bien reconnu que la CNT-AIT existe bien et qu'elle est un syndicat, avec toutes ses prérogatives !CNT-AIT 1- patron 0

Les prudhommes ont pris plus de temps pour rendre leur verdict. Il faut dire que le patron a joué la montre pour épuiser les finances du compagnons et du syndicat qui le soutient : l'avocat du patron a fait reporter au moins trois fois la date d'audience au motif qu'il n'aurait pas eu le temps de bien étudier le dossier.

Puis ensuite l'avocat patronal a récusé la forme des témoignages des travailleurs en faveur de notre compagnon, au motif qu'ils n'avaient pas utilisé les bonnes formules de politesse dans leur courrier

... Résultat, plus d'un an après le début de l'affaire, les prudhommes ont pu enfin rendre leur verdict et il est sans ambiguïté : le tract CNT AIT distribué ne contenait que des faits avérés, des informations vérifiées destinées aux salariés. Rien dans ce tract n'était répréhensible, aucune calomnie. Le compagnon était donc bien dans son "bon droit" d'information syndicale et a bien été licencié pour motif syndical. Mais... on a beau lire et relire les attendu du jugement, il manque.....les indemnités. Pendant presque 2ans le compagnon a été privé de salaire, il a dû pour survivre enchaîner les boulots précaires, les boites d'intérim, sa dignité a été bafouée. Tout ça donc ne compterait pour rien, aucune indemnité pour compenser les préjudices subis. Pourtant la loi, le code du travail sont très clairs : quand un licenciement est déclaré nul et sans causes sérieuses, quand une liberté fondamentale du salarié a été violée , il a automatiquement droit au paiement intégral des salaires qu'il aurait dû percevoir entre le moment du licenciement et le prononcé du jugement. Comment se fait-il que les juges des prud'hommes aient «oublié » ce point essentiel pour les salariés ? D'autant plus incroyable que la moitié des juges sont des syndicalistes, nommés par les ministres du travail et de la juge sur proposition des syndicats représentatifs,pour leur expertise du monde du travail et, entre autres, des aspects réglementaires du contrat de travail. Quoiqu'il en soit le CNT AIT a le droit son dernier mot ... A suivre donc ..."



## Mythe des énergies renouvelables.

**N**ous y voilà ! Les signes annonciateurs de cet événement redouté, prévisible depuis longtemps (dès la fin du dix-neuvième siècle des scientifiques s'inquiétaient des risques que faisaient peser sur le climat les énormes quantités de CO2 libérées dans l'atmosphère par les industries) sont indiscutables. Les pôles se réchauffent, les glaciers rétrécissent, les fleuves s'assèchent, le niveau des océans monte, les forêts brûlent, l'eau devient un bien infiniment rare et précieux. Mais heureusement, nous disent nos dirigeants, nous avons la solution : puisque cette modification du climat mondial est dû aux excès de gaz à effet de serre que depuis le début de la révolution industrielle les sociétés développées relâchent dans l'atmosphère, il suffit de décarboner l'économie et les choses retrouveront leur cours normal.

Bien sûr, l'effort à fournir va être fantastique : depuis deux siècles, les énergies fossiles, charbon gaz et pétrole sont à la base du système économique mondial et leur substituer un autre type d'énergie n'est pas une mince affaire. Mais, nous disent les politiques, dans son histoire, l'humanité a été confrontée à bien des problèmes conséquences d'innovations technologiques mal maîtrisées ; et à chaque fois des solutions ont été trouvées qui ont permis d'y remédier : par exemple quand on a pris conscience que les gaz CFC utilisés dans tous les appareils de réfrigération détruisaient la couche d'ozone, la science a mis au point de nouvelles technologies qui ont éliminé ce problème ; et depuis la couche d'ozone se reconstitue lentement. Certes il arrive parfois que le remède se révèle pire que le mal. Toute innovation comporte une part de risque mais le génie humain est tel que toujours, on trouve une solution. On n'est pas obligé de partager cet optimisme, et compte tenu de l'importance de l'enjeu, il me semble essentiel de se poser la question : est-ce que le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables est réaliste ? Quelles conséquences pour nos sociétés ?

Les énergies fossiles présentent nombre d'avantages qui les ont rendu indispensables et ont permis le développement de la société capitaliste : elles sont abondantes, relativement faciles à extraire, à mettre en œuvre, à stocker et à transporter. Pour évaluer la productivité d'un système de production d'énergie, on doit prendre en compte la quantité totale d'énergie nécessaire pour la produire (par exemple dans le cas du pétrole pour l'extraire, le transporter, le raffiner et mettre à la disposition du consommateur un produit fini) et mettre cette quantité en rapport avec la quantité d'énergie livrée à l'utilisateur. On estime ainsi (un calcul précis est très difficile) que pour produire cent kilogrammes de pétrole livrés au consommateur, il faut trois kilogrammes de pétrole soit un rapport de un à trente. Ce

rapport est à peu près équivalent pour le gaz et le charbon. On estime que le même calcul effectué pour les énergies renouvelables donne un rapport entre dix et vingt fois plus bas, c'est à dire que pour produire 100KW avec des éoliennes ou des capteurs photovoltaïques, il faut au minimum investir entre 30 et 60 KW (extraction des matières premières, fabrication, installation et entretien des installations) concernant le photovoltaïque le rapport serait même plus proche de 1KW investi pour 1KW délivré à l'utilisateur final.

Ce mauvais rapport est dû au fait que les installations éoliennes ou photovoltaïques nécessitent beaucoup d'énergie pour être fabriquées, ont une durée de vie relativement brève, (deux ou trois décennies et nécessitent beaucoup d'entretien, éolien principalement). Par ailleurs, si les énergies fossiles sont facilement stockables et transportables, ce n'est pas le cas de l'électricité : les véhicules électriques ont besoin de batteries très performantes qui nécessitent pour leur fabrication (et leur recyclage en fin de vie) des quantités phénoménales d'énergie (extraction des terres rares, du lithium etc.) alors que la fabrication d'un réservoir de carburant est simple et peu coûteuse ; de même la nécessité de construire un réseau très dense de stations de recharges électriques nécessite des investissements considérables. Tout cela



aggrave encore notre ratio et au final, dans le meilleur des cas pour obtenir un KW produit avec de l'éolien ou du photovoltaïque mis à la disposition du consommateur, il aura fallu investir un KW. Sur le plan économique, ce rapport n'a pas de sens : dans l'état actuel des technologies,

une société fonctionnant uniquement avec du photovoltaïque et de l'éolien tournerait en rond ou alors elle externaliserait la fabrication de ses installations dans des pays où la main d'œuvre est surexploitée et vit misérablement (ce qui est le cas aujourd'hui). Notons aussi que les énergies renouvelables ne sont pas aussi écologiques que l'on prétend : l'extraction des minéraux nécessaires cause des dégâts énormes à la biodiversité, les installations de panneaux solaires artificialisent des terres agricoles ou des espaces naturels, les éoliennes détruisent des paysages, nuisent à la faune etc. Une société exclusivement basée sur des énergies renouvelables n'est pas réaliste ; (si les gouvernements sont si attachés à leur développement, c'est qu'ils les considèrent comme un formidable outil au service de la croissance économique et pour les industries, une source de profits). Mais c'est bien pour cela que, dans l'état actuel des technologies, les gouvernements (à commencer par le français) ne les envisagent que comme un complément associé d'une part à l'hydroélectricité (énergie renouvelable qui nécessite des investissements considérables mais qui s'amortissent très bien parce que la fiabilité et la durée de vie de ces infrastructures est très importante (plus d'un siècle) et d'autre part au nucléaire. Nous avons suffisamment depuis des décennies dans les colonnes de ce journal dénoncé les dangers du nucléaire tant

sur les plans écologiques, que sociaux ou politiques pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rajouter. Le nucléaire est une fausse solution, source des catastrophes à venir (et la guerre en Ukraine le montre un peu plus).

Si l'utilisation des énergies fossiles est à la fois une catastrophe sanitaire (plusieurs centaines de milliers de morts chaque année dues à la pollution de l'air par les fumées) et une catastrophe climatique et environnementale, si l'énergie atomique constitue un danger pour les générations présentes et futures, si les énergies renouvelables ne sont pas la solution, alors que faire ?

En réalité, les maux dont souffre la planète aujourd'hui, géopolitiques, économiques ou écologiques ont tous la même origine : c'est bien parce que les états, les entreprises, les communautés, les individus se livrent une compétition acharnée et se sont lancés dans une course éperdue à la puissance, à la richesse qu'on aboutit aux absurdités suicidaires qui caractérisent notre société. Ce système régulé par les lois du marché, aussi impitoyables soient elles (Adam Smith dans son livre « la richesse des nations » affirme que la main invisible du marché est toute puissante et détermine les gagnants et les perdants) justifie l'exploitation de l'homme par l'homme au nom de l'exploitation sans limite de la nature et la recherche maximum du profit. Si l'on écoute les tenants de cette idéologie, plus un individu est riche, plus il accumule de biens matériels, plus il a de pouvoir, plus il est libre, plus il est heureux et cette volonté de s'enrichir justifie tous les excès. C'est parce que des états, des entreprises, des individus ont voulu s'enrichir sans limite que des millions de personnes ont été, de par le monde, réduites en esclavages, forcées à travailler dans des conditions indignes, opprimées, massacrées etc. Les chemins de la croissance des

économies occidentales sont pavés de millions de victimes, sacrifiées pour permettre l'enrichissement des classes dominantes et si dans les sociétés développées, les luttes acharnées des travailleurs ont permis la conquête de droits sociaux, dans la majorité des pays, au nom de la recherche du profit, des dizaines de millions de personnes sont aujourd'hui encore exploitées, méprisées, et vivent dans une atroce misère, souffrant de la famine etc. Si pour exploiter la force de travail des humains le système a été capable d'user d'une barbarie sans limite, il ne faut pas s'étonner que pour exploiter les ressources de la nature, il fasse preuve d'une brutalité et d'une violence équivalente. Si les travailleurs sont considérés comme de simples propriétaires d'une force de travail avec qui il faut composer, la nature, passive, est vue comme une simple marchandise, une simple accumulation de ressources et de richesses que l'on peut exploiter sans limites. Ressources minérales, végétales, animales ont été ainsi systématiquement pillées, détruites, uniquement pour satisfaire la soif de profits des classes dominantes. Les crises climatiques, épidémiologiques, de la biodiversité etc. ne sont que les conséquences logiques de cette folie et leur multiplication est la preuve évidente que nous arrivons au bout de ce système. Les équilibres naturels sont rompus ! Les forces de la nature ont vaincu la main invisible du marché chère à Adam Smith. Une transformation radicale de nos sociétés est nécessaire. Il faut en finir avec ce système qui divinise la marchandise et le profit et autorise l'exploitation scandaleuse de l'homme par l'homme et la destruction de la nature. A nous de reprendre notre destin en main en construisant un avenir désirable, égalitaire et démocratique et respectueux par ce que beaucoup moins dépendant de la marchandise de la nature.

**s i les  
gouvernements  
sont si attachés à leur  
développement, c'est qu'ils les  
considèrent comme un formidable  
outil au service de la croissance  
économique et pour les  
industries, une source de  
profits**

## Le Nationalisme c'est la guerre

**U**n dimanche matin, lors de notre table de presse dominicale, des militants de la cause palestinienne sont venus nous solliciter pour signer une énième pétition. Nous avons, bien entendu, décliné cette proposition en expliquant que nous ne soutenons aucune lutte de libération nationale et aucun nationalisme de toute sorte. Ce à quoi ces militants nous ont rétorqué que c'était une position problématique et sont repartis contrariés.

Dans notre journal, nous ne nous sommes jamais gênés pour attaquer toutes les formes de nationalisme, qu'il soit de droite ou de gauche, régional ou au bout du monde. Karl Marx disait : « les prolétaires n'ont pas de patrie », ce qui n'a pas empêché toutes sortes d'obédience marxiste-Léniniste de soutenir diverses luttes de libération nationales au nom de l'anticolonialisme pour au final

soutenir des nouveaux régimes, certes débarrassés des colons, mais tout aussi exploiters et assassins que le colonisateur. On ne peut pas être internationaliste ou anationaliste, prôner la lutte des classes et au nom de celle-ci, soutenir des régimes nationalistes plus ou moins autoritaires, sous prétexte qu'ils viennent du tiers monde et sont socialisants. Prenons l'exemple de la cause palestinienne, et surtout des différentes personnes qui la soutiennent. Elle attire beaucoup d'antisémites déguisés en anti-sionistes (même de gauche, essentiellement eux !), qui font d'Israël la source de tous les maux de la terre et comparent sa politique à celle du régime nazi. Certes, Israël n'est pas forcément un modèle de diplomatie et d'entente cordiale, mais ni plus ni moins que la France, l'Angleterre, les États-Unis ou la Suède... Et affirmer ceci nous fait basculer automatiquement dans le camp sioniste, que nous ne soutenons pas davantage. Mais c'est tout de même révélateur de ce qu'est le nationalisme et son engeance spécifique qui prétend lutter contre le colonialisme. Si tu n'es pas

avec nous, tu es contre nous !

Un état, une nation, pour survivre, a recours forcément à tout un tas des saloperies. Ses méthodes changent en fonction du régime politique (dictatorial ou démocratique), de sa puissance économique : c'est la fameuse « raison d'État ».

La dénonciation de l'impérialisme d'un pays en particulier ne nous intéresse pas, car pour n'importe quelle nation dans le monde, même la plus humble, si l'opportunité historique se présente elle se transformera en des nations impérialistes. Toute nation l'est potentiellement.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le capitalisme a trouvé dans la nation un cadre adapté pour son développement. Tout discours « prolétarien » et à la fois nationaliste est une anomalie. Le nationalisme appelle forcément à la collaboration de classe et à l'établissement ou rétablissement d'une hiérarchie sociale. Et pour que leur projet puisse se réaliser, ils utiliseront comme toujours les ouvriers, des paysans, des petits employés, comme chair à canon. La bourgeoisie possédera toujours les usines, les commerces, avec un gouvernement à leur botte, composé strictement de bourgeois comme eux. Il n'est un secret pour personne que le nationalisme, quel qu'il soit, mène souvent au racisme, à l'exclusion et à la discrimination. Les antiracistes actuels, souvent très zélés quand il s'agit de dénoncer les fachos franco-européens du coin, font presque la promotion de l'idéologie de la « nation of islam », au nom d'un certain antiracisme radical et prétendument décolonial.

Les fauteurs de guerre le font fréquemment au nom d'une certaine idée de « la communauté de destin », ou autres fadaïses de ce genre. À la vieille de la 1re guerre mondiale, l'archiduc d'Autriche fut assassiné par un nationaliste serbe. Cet événement a par la suite provoqué, du fait des jeux d'alliance à travers toute l'Europe, la grande boucherie de 14-18. L'un des arguments de la France et de l'Angleterre était la défensibilité faible contre le fort, en l'occurrence le soutien à la Serbie face à l'empire Austro-hongrois et l'Allemagne. La bourgeoisie, en usant d'une propagande intense qui représentait systématiquement les Allemands comme des barbares assoiffés de sang, a réussi à rallier les sociaux-démocrates et même certains anarchistes à son union sacrée contre son voisin germanique.

Chaque pays se sentait dans son bon droit, et c'est toujours au nom d'une noble cause noble qui en réalité est un authentique impérialisme qu'ils envoyaient leur peuple à l'abattoir. Les enjeux financiers étaient importants, et certains en ont profité pour amasser des fortunes colossales pendant la 1re guerre mondiale. Il faut ne pas oublier que les guerres sont aussi des occasions de pillage et de rapines, et l'industrie tourne à plein régime pour ravitailler les armées et soutenir l'effort de guerre. L'actuelle guerre en Ukraine, comme tant d'autres avant, se joue aux dépens des populations, ils s'y affrontent des puissances capitalistes aux intérêts divergents. Il est évident que la Russie voyait d'un mauvais oeil l'expansion de l'OTAN aux portes de ses frontières. L'Ukraine est surtout un territoire géo-stratégique particulièrement important. Il est donc logique que beaucoup de monde convoite cette zone

géographique. Prétendant une forte concentration de mercenaires

néonazis (des nazis tout court en fait), la Russie a alors envahi l'Ukraine (toujours pour des nobles idées...). Ce qui a fait fantasmer certains de nos antifascistes locaux divisés entre les pro-Poutine et les pro-Zelensky, c'est vraiment lamentable. À la télé, dans les journaux, ils professent tous leur rejet la guerre, mais souhaitent en même temps la victoire de l'Ukraine. Ils demandent pour ce faire qu'on lui livre davantage d'armement, voire que l'on y envoie des militaires français. Présentant le simple militaire russe comme un assassin et un barbare sanguinaire (tiens, tiens...).

La question est pourquoi la Russie, s'est-elle lancée dans une opération, dont les conséquences seront catastrophiques, y compris pour elle ? Et surtout quel est son intérêt ??

Il arrive parfois, pour un état, que lancer une guerre, peut paraître être la solution la plus pragmatique. Poutine est certainement un nationaliste, mais il n'est pas fou et quoiqu'on en dise, il ne gouverne pas seul. La logique des classes dirigeantes, leurs intérêts divers et variés, n'ont généralement rien de commun avec ceux des prolétaires. L'idée d'appartenance à une nation, d'une communauté de destin, au sein de la population est bien pratique, pour masquer ses divergences et amener les exploités à combattre pour défendre les intérêts de leurs propres exploités.

L'invasion de l'Ukraine a probablement été planifiée des années à l'avance, les états-majors, ont toujours des plans sur des situations les plus variées. Il n'est pas sûr que cette opération militaire ait été véritablement choisie, mais plutôt brandie comme une menace dans le concert des nations. Ou tout du moins dans un premier temps.

À l'heure où la guerre en Ukraine fait rage et les nationalismes sont exacerbés, en occident on nous somme de prendre parti pour le régime ukrainien. En réalité, il ne vaut guère mieux au niveau de saloperie et d'arbitraire vis-à-vis de l'ukrainien de la rue, que son puissant voisin envers le Russe moyen. En Russie, il est déconseillé de désapprouver cette guerre de quelques manières que ce soit, sous peine de prison. Les militaires russes qui opèrent en Ukraine viennent pour la plupart d'entre eux des régions les plus pauvres de Russie, où les taux de chômage sont particulièrement hauts. C'est une vieille recette qui fonctionne toujours, les prolétaires servent de chair à canon, pour les puissants, les industriels et les commerçants de tout pays quel qu'il soit. Des deux cotés de la frontière, le service militaire est obligatoire et les femmes attaquent les bureaux de recrutement. Beaucoup de soldats Russes et Ukrainiens désertent, soutient à eux.



## A L'APPROCHE DE L'HIVER, AIDEZ LA RESISTANCE ANARCHISTE UKRAINIENNE !

La guerre déclenchée par Poutine et sa clique dure depuis plus de 6 mois. Dans le chaos, certaines voix dissidentes essaient de se faire entendre pour refuser la guerre et sa rage nationaliste. L'Initiative de solidarité Olga Taratuta a été créée dès les premiers jours pour faire entendre la voix de tous ceux qui – en Ukraine, en Russie ou au Bélarus – avec un courage admirable s'opposent à la guerre, sans pour autant faire le jeu des nationalistes de leur pays respectifs.

En Russie, les anti-guerres et les anarchistes (dont nos compagnons de la section russe de l'AIT) sont obligés d'agir discrètement voire clandestinement car la répression est de plus en plus forte. Des dizaines de personnes sont emprisonnées, parfois pour avoir simplement manifesté avec une simple feuille de papier blanc ! Il est essentiel de soutenir le moral des prisonniers en leur écrivant. Vous trouverez une liste d'adresse sur notre site internet <http://nowar.solidarite.online/blog>. L'annonce de la mobilisation a entraîné des réactions populaires spontanées de refus de la guerre, notamment dans les républiques périphériques du Caucase et de Sibérie, les régions pauvres d'où viennent la plupart des soldats envoyés à la boucherie en Ukraine.

En Ukraine, les agresseurs de Russie ont détruit l'Est du pays et notamment la région de Kharkov. Dans cette ville, les compagnons du groupe Assembleia font preuve d'un courage extrême et d'une lucidité politique qui force le respect. Sous les bombes de la Fédération de Russie, ils participent aux actions de solidarité de base et à la résistance civile, sans pour autant sombrer dans le soutien au gouvernement Ukrainien. Ils maintiennent haut et fort les principes anarchistes antiétatistes et antimilitaristes, alors que la plupart des groupes « anarchistes » d'Ukraine ont jeté tous les principes par

dessus bord dès l'invasion commencée en rejoignant les rangs de l'armée ukrainienne.

Du fait des destructions des infrastructures essentielles par l'armée russe, le chauffage va certainement manquer pour les compagnons, alors que l'hiver est particulièrement rude habituellement dans cette région du monde. La problématique de l'énergie, qui affecte déjà beaucoup d'entre nous, va se poser là-bas de façon encore plus dramatique.

C'est pourquoi nous lançons un appel à la solidarité pressante avec les compagnons d'Assembleia pour les aider à l'approche de l'hiver :

- vous pouvez faire des donations en ligne sur leur plateforme : <https://www.globalgiving.org/projects/mutual-aid-alert-for-east-ukraine/>

- vous pouvez aussi envoyer des chèques de solidarité à l'ordre de CNT-AIT (mention « Solidarité Ukraine » au dos) à CNT-AIT, 7 rue ST Rémésy 31000 TOULOUSE

- vous pouvez faire un transfert bancaire sur le compte suivant (envoyer un mail à [contact@solidarite.online](mailto:contact@solidarite.online) pour nous informer du transfert) :

IBAN: FR81 2004 1010 1603 1175 7H03 7 45 / BIC: PSSTFRPPPTOU / Titulaire : CNT-AIT / Banque La poste

Enfin si vous souhaitez soutenir l'Initiative, n'hésitez pas à nous contacter pour recevoir notre bulletin et le diffuser autour de vous, à vos amis, famille et collègues.

Les compagnes et compagnons de l'Initiative de solidarité « Olga Taratuta »



## Soutien aux protestations et soulèvements de masse en Iran



Soutien du Forum anarchiste de langue kurde aux protestations et soulèvements de masse en Iran

ناری ئه‌ل ناکه‌ی یره‌وامه‌ج مناش و رۆخ و ب یتش پواه



## Inondations Pakistan

### Solidarité Internationale Anarchiste



Workers Solidarity Federation,  
Friends of AIT in Pakistan

Conséquence du réchauffement climatique, le Pakistan est littéralement noyé sous les eaux : la moitié du pays de 220 millions d'habitants est engloutie en raison de la fonte des glaciers et d'une mousson totalement dérégulée. Dans les provinces du Khyber Pakhtunkhwa (KP), du Balouchistan et du Pendjab, les cours d'eau sont devenus des monstres de boue qui emportent tout sur leur passage – immeubles, maisons, ponts, champs, hommes et femmes qui n'ont pu fuir à temps. Plus de 1 000 personnes sont mortes depuis juin. Des millions de personnes ont tout perdus. Les champs sont noyés et les récoltes détruites, faisant craindre un risque de famine à terme. Les risques d'épidémies aussi sont très élevés.

Si ces inondations sont les pires qu'aient connus le Pakistan, depuis 30 ans, la mousson fait partie du cycle des saisons en Asie du Sud, et sa récurrence devrait conduire les gouvernements à développer des politiques efficaces de prévention, rendues d'autant plus urgentes par le réchauffement climatique.

Oui mais voilà, l'inaction des hommes et des femmes politiques a amené à ce désastre. Pendant que les politiciens corrompus sont plus occupés à se chamailler entre eux pour savoir qui sera au pouvoir, la population souffre et crève. Au lieu d'envoyer des secours pour aider la population, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'envoyer l'armée, entraînant la colère des populations qui auraient préféré recevoir des secours.

Face à l'abandon de l'Etat, la population ne pourra compter que sur elle-même pour faire face à ce cataclysme.

C'est pourquoi nous relayons l'appel à la solidarité de nos compagnons de la Workers Solidarity Federation (WSF, amis de l'AIT au Pakistan) qui essaient d'organiser la solidarité avec leurs petits moyens. Déjà ils ont organisé des réseaux de distribution de nourriture là où ils sont présents. A présents ils essaient d'organiser des centres d'accueil sanitaire.

Si vous voulez participer au réseau d'entre-aide avec le Pakistan vous pouvez faire des donations :

- via la plateforme paypal des compagnons du WSF : <https://www.paypal.com/pools/c/8NfSnNORXl>
- Si vous préférez faire un virement bancaire vous pouvez faire un transfert sur le compte suivant (envoyer un mail à [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info) pour nous informer du transfert) :

IBAN: FR81 2004 1010 1603 1175 7H03 7 45	BIC: PSSTFRPPTOU
Titulaire CNT-AIT	Banque La poste

- vous pouvez aussi envoyer un chèque à l'ordre de CNT-AIT (mention Solidarité Pakistan) à CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE.

La solidarité est notre force !

CNT-AIT (France)  
<http://cnt-ait.info>  
[contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)  
WSF-AIT (Pakistan)  
<https://wsfpakistan.pk/>

